ACADEMIE DU GAULLISME
Président Jacques MYARD

LA LETTRE DU 18 JUIN

N° 232 décembre 2020- vingt-huitième année

- **FLORILÈGE D'ILLUSIONS : L'APANAGE D'EMMANUEL MACRON ! JACQUES MYARD** page 2
- **HONNEUR, CULTURE ET DEMOCRATIE SOUS DE GAULLE CHRISTINE ALFARGE** page 3
- **LE GENERAL de GAULLE *Redressement économique et financier* HENRI FOUQUEREAU** page 5
- **La Ré industrialisation de la France Jean-Pierre GERARD** page 6
- **Un 18 juin d'Appel à la Résistance linguistique dans les institutions de l'UE ALBERT SALON** page 8
- **Le lien perdu entre l'énergie monétaire et l'énergie humaine MARC DUGOIS** page 10
- **De Gaulle et la doctrine sociale de l'église Sébastien Nantz** page 11
- **Da Deux défis majeurs pour le nouveau président américain PAUL KLOBOUKOFF** page 12

MARDI 1 Décembre en direct sur Radio Courtoisie à partir de 18 heures
Le libre journal de la France Libre
Invités : Jacques Myard membre honoraire du Parlement, Maire de Maisons Laffitte
Président de l'Académie du Gaullisme.
Loïc Le Floch Prigent : les coupures d'électricité annoncées par Madame POMPILI, un grand moment à venir
Animateur de l'émission Henri Fouquereau

En raison de la crise sanitaire qui sévit actuellement sur notre pays et des mesures imposées pour faire face à l'épidémie à CORONAVIRUS, tous nos évènements publics sont reportés.

2020 Une année de célébrations et d'hommages pour marquer les 130 ans de la naissance du Général, les 80 ans de l'appel du 18 juin et les 50 ans de sa disparition.

FLORILÈGE D'ILLUSIONS : L'APANAGE D'EMMANUEL MACRON !

Par Jacques MYARD,

-On se souvient de l'Accord de l'Union européenne du 21 Juillet prévoyant 750 milliards d'euros à injecter dans l'économie des 27 pays membres, accord qualifié d'historique par Emmanuel Macron car il permettait à l'UE d'emprunter sur les marchés. Le Président de la République saluait alors avec emphase le grand pas en avant fédéral : la mutualisation de la dette entre tous les pays membres !

Le 22 juillet, je qualifiais ce prétendu accord historique de " Bombe à retardement «. Eh bien aujourd'hui il est pire qu'une bombe, c'est devenu une machine infernale qui met à mal la cohésion de l'Union européenne.

La Hongrie et la Pologne subissant les rappels à l'ordre permanents des pays " Pères la morale " qui les accusent de démocratie illibérale, en leur enjoignant de respecter les valeurs, les principes démocratiques que tout membre se doit de respecter.

Las d'être vilipendés, ils ont décidé de bloquer le processus d'adoption de l'Accord " historique ". Ils ont refusé d'adouber le budget pluriannuel (2021- 2027) et surtout bloqué l'autorisation donnée à la Commission par les Parlements nationaux d'emprunter !

Bref la crise est là et bien là.

En voulant contraindre et faire passer en force la possibilité d'emprunter par l'UE, par pure idéologie fédérale, alors qu'il était possible d'agir et d'aider les pays atteints par la crise par la voie inter- gouvernementale, Emmanuel Macron s'est bercé d'illusions sur la réalité européenne !

- Pour la diplomatie française pensée - si l'on peut dire - par le locataire de l'Elysée, l'Union européenne est essentiellement le couple franco-allemand, les autres pays devant s'aligner sur ce prodigieux moteur de l'intégration européenne, qui incarnerait le sens de l'Histoire, fermez le ban !

C'est ainsi que pour bien marquer cet axe de fer, on a pu lire avec grand étonnement un appel à Joe Biden pour de nouvelles relations transatlantiques, co-signé dans un journal du soir par le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian et son homologue allemand Heiko Maas. Ces deux ministres feignent de nous faire croire que la France et l'Allemagne ont des vues communes et surtout des intérêts identiques :

Intérêts identiques avec la Russie ? avec la Turquie ? avec les Etats-Unis ? en matière de défense ? en ont-ils parlé à AKK (Annegret Kramp-Karrenbauer) ? dans la lutte contre les djihadistes au Sahel où la France attend toujours les soldats allemands, comme Godot ? !!!

Ce sont sans-doute des intérêts virtuels, fantasmés.

- Ce pathos du politiquement correct qui n'a de cesse de célébrer l'axe Paris-Berlin est non seulement illusoire mais surtout il devient insupportable de naïveté et de contre-vérités.

Alors comment comprendre les lamentations d'Emmanuel Macron, dans un entretien à la revue " Le Grand Continent ", rapportées par un journal du soir ? E.Macron déplore que la France n'ait eu droit qu'à des " condoléances pudiques " lors de l'assassinat de Samuel Paty ?

Comment comprendre qu'Emmanuel Macron découvre seulement aujourd'hui que les Anglo-Saxons n'ont de cesse d'accuser la France d'être un pays hostile aux religions ? Alors que les Etats-Unis les vénèrent et reconnaissent par exemple la Scientologie comme une religion qui est, pour la France, une secte !

- Sur le plan de la politique intérieure, de la sécurité publique et de la maîtrise des flux migratoires, le refus de réformer l'état de droit qui paralyse par exemple l'action du ministre de l'intérieur pour expulser les délinquants, trafiquants ou terroristes en puissance, est un déni de réalité, aporétique. C'est un total blocage psychologique de la bien pensance du gouvernement...

- Toujours sur le plan de la politique intérieure, la saga réitérée de la formation des imams pour combattre la radicalisation est plus qu'une douce illusion, c'est un déni tragique de réalité car n'importe quel musulman peut s'auto-proclamer imam et enseigner la Charia, le radicalisme : totale illusion d'un Islam à la française alors que le prosélytisme radical prend sa source hors de nos frontières.

Sommes-nous gouvernés par des amateurs et des naïfs ?

Sans doute car ce florilège d'illusions et de naïvetés coupables est bien l'apanage d'Emmanuel Macron qui devrait méditer Henry de Montherlant :

" Je hais le vice et le crime. Mais au regard de la naïveté je crois que je préfère encore le vice et le crime " La Reine Morte..

***Jacques MYARD**

MAIRE DE MAISONS-LAFFITTE
MEMBRE HONORAIRE DU PARLEMENT
PRÉSIDENT DE l'ACADÉMIE DU GAULLISME ET DU CNR.

HONNEUR, CULTURE ET DEMOCRATIE SOUS DE GAULLE

« Pour que la France soit forte, il faut que les Français soient prospères »

(Charles de Gaulle)

Par Christine ALFARGE,

Le général de Gaulle avait su tirer les leçons du passé face à l'Allemagne, il fallait, écrira-t-il au sujet de la France dans ses « Mémoires de guerre », *« Lui assurer la sécurité en Europe occidentale, en empêchant qu'un nouveau Reich puisse encore la menacer. »* Après les combats, gagner la guerre ne suffirait pas, le but que s'était fixé le général de Gaulle était de redonner à la France son éclat terni par la défaite de 1940. L'idée européenne vient de là, *« Collaborer avec l'Est et l'Ouest, au besoin contracter d'un côté ou bien de l'autre les alliances nécessaires sans accepter jamais aucune espèce de dépendance. »* C'est alors que bon nombre de chefs d'Etats étrangers, présidents ou souverains se pressaient pour être reçus par lui, une « troisième voie » ouvrant de nombreuses aspirations à l'indépendance. A travers son patrimoine, ses œuvres d'art et ses écrits, la France suscitait aussi l'intérêt, recueillant l'hommage de nombreuses communautés et de cénacles, un voyage au cœur de l'esprit français, privilégiant les échanges culturels entre les peuples pour se découvrir et pouvoir partager les arts et les connaissances.

De Jean Moulin à André Malraux, l'honneur retrouvé mais à quel prix !

Tous ceux qui avaient rejoint le général de Gaulle en 1940, s'étaient manifestés par sens du devoir et pour seule mission, faire face à l'ennemi. A travers le général de Gaulle, ils découvraient une force indomptable, tellement inespérée, « sauver l'honneur », c'est tout ce qui comptait. Jean Moulin fut de ceux-là, une vie au service de la France, prêt à tout auprès du général de Gaulle pour libérer le pays.

« Pour le meilleur comme pour le pire, nous sommes liés à la patrie. » s'exprimait ainsi André Malraux, le 5 mars 1948. La mémoire a cette lourde charge de faire connaître l'histoire pour ne jamais oublier, comme ce jour du 19 décembre 1964 marqué par le souvenir de la cruauté de l'homme, résonneront pendant longtemps au Panthéon, les mots empreints d'émotion d'André Malraux, l'amour du pays, la force de vaincre, le sacrifice. *« Entre ici, Jean Moulin, avec ton terrible cortège »* Malraux qui avait rencontré Jean Moulin, avant que celui-ci fut capturé par les Allemands, honore le grand résistant tout au long de son discours : *« Monsieur le Président de la République, voilà donc plus de 20 ans que Jean Moulin partit, par un temps de décembre sans doute semblable à celui-ci, pour être parachuté sur la terre de Provence, et devenir le chef d'un peuple de la nuit. Sans cette cérémonie, combien d'enfants de France sauraient son nom ? Il ne le retrouva lui-même que pour être tué, et depuis, sont nés 16 millions d'enfants… »*. Il terminera sur ces mots : *« Aujourd'hui, jeunesse, puisses-tu penser à cet homme comme tu aurais approché tes mains de sa pauvre face informe du dernier jour, de ses lèvres qui n'avaient pas parlé. Ce jour-là, elle était le visage de la France. »*

André Malraux fut toujours présent, il reste le seul des écrivains de grand renom à s'associer étroitement au gaullisme et le plus fidèle des Compagnons du général de Gaulle durant sa « traversée du désert ». Un lien s'établit sans jamais se rompre entre les deux hommes. Ils parlaient ensemble d'égal à égal.

« Que le vent souffle plus ou moins fort, que les vagues soient plus ou moins hautes, je vous dois comme un compagnon à la fois merveilleux et fidèle à bord du navire où le destin nous a embarqués tous les deux… » Extrait d'une lettre adressée par le général de Gaulle à André Malraux, le 8 janvier 1966.

L'Amiral Philippe de Gaulle expliquait au sujet de son père, *« qu'il avait trouvé en Malraux, le seul homme avec qui il respirait à la même hauteur. Qui comme lui avait le don de vision, l'intuition de l'histoire, le vrai sens de la grandeur. André Malraux était plus qu'un témoin. Il était au niveau du génie où le dialogue s'instaurait entre l'homme de l'Histoire et le voyant. C'est à ce niveau seulement qu'il faut chercher leurs rapports. »*

« La culture domine tout » (Charles de Gaulle)

André Malraux défendait la notion d'héritage culturel, au nom de quoi la France devait retrouver son rôle en Europe. Pour lui, la culture incarnait l'expression de l'humanité et de sa créativité liée aux talents, à l'industrie, à la civilisation et aux valeurs, son influence sur la créativité étant un moteur d'innovation économique et sociale. *« Il faudrait faire pénétrer de toutes parts la lumière dans l'esprit du peuple, car c'est par les ténèbres qu'on le perd »* écrivait Victor Hugo.

En 1958, quand le général de Gaulle revient sur la scène politique, André Malraux est successivement nommé Secrétaire d'Etat, ministre délégué à la présidence du Conseil chargé de l'information ainsi que ministre chargé de l'expansion et du rayonnement de la culture française avant de prendre la direction du ministère des Affaires Culturelles. Il défendra vigoureusement le projet de la Constitution pour la Vème République, jusqu'à sa promulgation définitive.

Le 4 août 1962, la loi Malraux programme le ravalement des grands monuments de Paris, l'inventaire général du patrimoine culturel et la création des Maisons de la culture, elle est l'indicateur d'une époque, d'un mouvement, d'une intention, d'une pensée, d'une construction.

Le général de Gaulle avait surtout au cœur d'associer les Français.

« La souveraineté réside dans le peuple français, dans ce sens que tout, tout sans exception, doit être fait pour son intérêt, pour son bonheur et pour sa gloire. » disait Napoléon.

En dotant la France d'une nouvelle constitution, longuement mûrie depuis son discours de Bayeux en 1946, le général de Gaulle voulait que les Français puissent s'exprimer démocratiquement sur les grandes décisions par la voie du référendum. *« Pour compenser ce qui manque, j'ai besoin que la nation me prête un appui déterminé. Si c'est le cas, je réponds que personne ne passera outre à la volonté de la France. »* écrivait-il dans ses « Mémoires de guerre. »

Il fallait empêcher le retour au régime confus des partis d'autrefois, l'adoption par référendum de l'élection du Président de la République au suffrage universel en 1962, sera déterminante pour préparer la première élection du Président de la République au suffrage universel direct sous la Vème République, les 5 et 19 décembre1965. *« Si à la place de ce chef d'Etat, qui est fait pour empêcher que la république ne retombe à la discrétion des partis, on met un chef d'Etat qui n'est qu'une émanation des partis, alors, je vous le répète, on n'aura rien fait du tout et tout ce qu'on aura écrit dans la Constitution ne changera rien à rien, on en reviendra à ce qui était avant… »* extrait d'un entretien du général de Gaulle, le 16 décembre 1965.

« Notre seule arme est notre intransigeance » disait le général de Gaulle. Depuis 1940, son seul but était de sauver la France, sa liberté dans l'honneur et la dignité. Il ne cessera de défendre jusqu'à la fin de sa vie les intérêts de son pays avec une ambition à la hauteur des plus grands personnages de l'histoire française.

A travers l'action du général de Gaulle, le gaullisme incarne une histoire jamais finie, une transmission perpétuelle pour les générations qui vont suivre.

Cet héritage est entre nos mains, il est notre avenir !

****Christine ALFARGE Secrétaire générale de l'Académie du Gaullisme.***

L'ACADÉMIE DU GAULLISME CÉLÈBRE LA MÉMOIRE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Une année de célébrations et d'hommages pour marquer un triple anniversaire :
les 130 ans de la naissance du Général,
les 80 ans de l'appel du 18 juin et
les 50 ans de sa disparition.

Un devoir de mémoire

Lors du lancement de cette année de commémorations, nous insistons sur le devoir de mémoire et la nécessité de transmettre aux générations futures, l'histoire et le souvenir de l'action de Charles de Gaulle.

Les Français ont une dette envers le général de Gaulle, celle de vivre dans une France libre. Nous avons le devoir de rendre hommage à celui qui a rendu sa fierté et sa grandeur à notre pays.

LE GENERAL de GAULLE

Redressement économique et financier de la France – 1944 - 1946

Par Henri FOUQUEREAU,

1939 une drôle de guerre, presque porteuse d'espoir : ***nous irons pendre notre linge sur la ligne Siegfried, nous gagnerons parce que nous sommes les plus forts***, et puis le coup de massue ; l'effondrement, avec ses longs cortèges de réfugiés lancés sur les routes, l'armée est bousculée par l'arme mécanique dont s'est dotée l'Allemagne nazie.

Le 17 juin : l'irréparable : la voix d'un vieillard : « ***je me suis adressé cette nuit à l'adversaire,*** » Les Français médusés apprennent qu'ils vont être soumis à une politique de soumission, de collaboration, une politique des abandons, du déshonneur

24 heures après, à Londres : UN APPEL, une lueur dans le ciel noir, un Général Français, pratiquement inconnu se rebelle, prenant à contre pied le Maréchal il déclare : ***Quoi qu'il arrive la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra jamais :*** voilà « l'espoir «

4 années après, à quelques jours prés, des soldats Français, suivis du Général de Gaulle, débarquent sur les plages de Normandie, destination ; Berchtegaden et Berlin. Paris sera libéré, l'Allemagne nazie vaincue.

Entre temps, le Royaume-Uni et la France, considérés comme des empires malfaisants par les Etats-Unis, parce qu'ils nuisent à leurs intérêts, vont être combattus, dans l'ombre, par Roosevelt. Churchill l'acceptera, le Général de Gaulle s'y opposera. Il ira jusqu'à donner l'ordre au délégué de la France, Pierre Mendés France, son représentant à Bretton Woods en juillet 44, de ne rien négocier avec les américains

Bretton-Woods profitons de cette intervention pour nous étonner du fait que peu relient ces accords avec les évènements qui se sont déroulés sur le plan économique et financier après août 1944. Ils ont pourtant modifié en profondeur la politique financière dans le monde et donc chez nous. Nous passons en effet du Gold exchange standard avec lequel chaque monnaie était susceptible d'être convertie en or, à un système ou seul le dollar est convertible dans ce métal (Nixon suspendra la convertibilité du dollar le 15 août 1971, le nombre des dollars « inventés et vendus » dépassant les capacités d'une convertibilité quelconque

Ces accords font d'une monnaie nationale, (le dollar) gérée par des autorités nationales, à des fins nationales, l'étalon monétaire international.

C'est la main mise d'une monnaie sur les autres monnaies.

De plus des institutions internationales créées pour aider les Etats du monde sont mises en place. Sises aux Etats-Unis elles resteront un certain temps, dont celui de la guerre froide sous domination américaine

Une monnaie « internationale » américaine, des institutions internationales, mais américaines, un endettement considérable des alliés vis à vis des américains voilà de quoi changer le monde en faisant des Etats-Unis les créanciers, des autres Etats. Du banquier prêteur à l'Etat emprunteur, donc solliciteur, qui est le patron ? La réponse est dans la question. Les accords de Bretton-Woods désignent les USA comme n°1 mondial.

La guerre bouleverse le monde qui mute, sous la pression des Etats-Unis et sans que peu s'en aperçoivent. Le multilatèralisme de Roosevelt s'articule autour d'un système de coopération et de règles internationales régi par des institutions internationales, régies elles-mêmes par l'Amérique –

Les Etats se sont choisis un maître, une fois de plus le Général de Gaulle soupçonne le piège tendu et ne voulant faire entrer la France dans cette politique d'abandon, donne l'ordre au représentant de la France à Bretton-Woods : Pierre Mendés France, de ne rien négocier. Chacun connait la suite, dés que la France possèdera des réserves de change en dollars, le Général les fera échanger aussitôt par le d'or comme promis.

Etrange ballet qui se déroule à Brettons-Woods ou Keynes pour le Royaume-Uni et White pour les USA s'opposent alors qu'ils sont d'accord sur l'essentiel :

-Les marchés ne peuvent tout réguler, d'où une nécessité des interventions de l'Etat

-Il y a nécessité de contrôler les mouvements de capitaux

Malheureusement le politique soumis aux affairistes, commencera à libéraliser, à déréguler, à ne plus faire intervenir l'Etat, il fera la courte échelle à Madame Thatcher, qui dans les années 80 gangrènera le monde dit libre dont un socialiste F. Mitterrand qui passera du socialisme le plus dur au plus tendre néo libéralisme, pour le plus grand malheur de la France

L 'Américain White fait en sorte que le dollar domine les autres monnaies, Keynes s'oppose à l'or cette « relique barbare » et milite pour le Bancor, théorie qui sera reprise par notre ami le banquier Pierre Leconte.

L'Amérique remportera la mise, les autres Etats suivront.

La France après le départ du Général en 1946 se servira de l'aide américaine (Plan Marschall), ce qui aurait du prouver que les institutions issues de Bretton-Woods ne remplissaient pas le rôle qui leur avait été assigné.

Comment cela aurait-il pu fonctionner lorsque le FMI ultra libéral provient de deux partisans de l'intervention de l'Etat, Keynes et White- 70 ans d'une politique bancale issue de la volonté d'un seul Etat de protéger ses intérêts, cela ne pouvait fonctionner

Au-delà de cet évènement la France reprend son rang. Le plus dur dira le Général sera d'être capable de le tenir. Et c'est là que se profile le génie du Général qui malgré les embûches, le non sens, la défense de l'intérêt des autres nous ramène néanmoins dans le concert des nations. Malheureusement le régime des partis qui revient à la surface, fera partir le Général et une fois encore, de la France, redeviendra le débiteur des USA

Pendant que nos armées continuent la guerre contre l'Allemagne de hitler, le Général lui doit aussi combattre l'Amérique de Roosevelt.

Arrivé sur les plages de Normandie, le Général découvre le projet des Américains : Amgot : qui voulait installer un gouvernement militaire d'occupation chargé d'administrer tous nos territoires et de dissoudre la France dans une purée de marrons franco-belge ;

Heureusement la France a du génie et les Français sont tenaces, nos armées et la résistance firent suffisamment pour que Eisenhower accorde sa confiance au Général, Michel Debré fit assez pour renvoyer les Préfets américains chez eux

-Il restait à nourrir la nation qui avait faim

-il restait à reconstruire le pays

-il restait à planifier l'avenir de la France

L'intendance suivra. Tordons le cou à cette légende**, r**ien de plus faux. C'est au contraire l'économie qui pendant la période allant de 44 à 46, l'emporte sur tout le reste et cela le Général en était tout à fait conscient

Il suffit de relire l'intervention du Général au Palais de Chaillot le 12 septembre 1944 pour en être convaincu :

Le niveau de vie des travailleurs doit monter à mesure que montera le taux de la production Pour lui : sujets principau***x :*** LA FRANCE, l'industrieuse, la condition et la dignité des hommes

Aussi faut-il réquisitionner où placer sous séquestre, mettre à la disposition de l'Etat l'activité de certains services publics et de beaucoup d'entreprises. Fixer le prix des choses, contrôler les échanges aussi longtemps que ce qui est produit n'équivaut pas à la demande des Français Et puis : L'intérêt particulier doit céder à l'intérêt général

Il appelle les croisés de Lorraine, ferment de la nation, à se lancer dans l'effort et vers la grandeur

Arrivé au pouvoir, le Général applique sa politique- Il commence par dévaluer le Franc (6 septembre 44) de 13%.

- Réquisitionne des entreprises

-Lance la bataille pour la production

-Nationalise d'abord les houillères, nécessité des nécessités, puis le crédit, les banques, les assurances, l'énergie, les transports etc. etc.

-Ce sera ensuite la naissance du Plan, avec une planification indicative et prévisionnelle. Qui peut réaliser quelque chose sans le prévoir par avance ?

Il décide que l'Etat doit orienter l'évolution économique selon les besoins des Français et ce sera l'affaire du Plan confié à Jean Monnet, « ***ce vendeur de bon cognac qui aurait dû le rester »***

Le Général Installe vite son gouvernement : 21 ministres sont autour de lui, il retrouve son bureau de sous-secrétaire d'Etat et y prend ses quartiers

Ce bureau, rien ymanque, excepté l'Etat, il m'appartient de l'y remettre, aussi m'y suis-je d'abord installé

Août 1944 : état de la France :

Sur le plan de la démographie, il manque 1,5 millions de personnes par rapport à 1938

L'économie est dévastée : la production agricole a perdu 1/3 de ses capacités, l'industrie plus de la moitié, les infrastructures sont touchées, pour certaines totalement anéanties, les transports coupés dans de nombreux cas, les prix augmentent la valeur du Franc diminue

Heureusement que la confiance en le Général se manifeste lors de l'emprunt qu'il lance le 6 nov. est couvert en 3 jours et rapporte 164,4 milliards il permet de régler les factures et de faire repartir la machine

L'économie commence à repartir, vivifier par l'union stratégique des secteurs publics et privés

Grâce aux nationalisations du crédit, des mines, de l'énergie, du transport, nous voyons naître des champions qui deviendront mondiaux – EdF, GdF, EADS, Alsthom, la construction, nos banques nos cies d'assurances etc.

Pour réussir, il faut agir, le Général a dû trancher entre des positions en provenance de deux personnages importants : Pierre Mendés France, René Pleven, il accordera sa préférence à Pleven, beaucoup le regrèttèrent, mais Mendés avait eu raison trop tôt- il préconisait une politique de rigueur de en matière monétaire, le changement de tous les billets et pièces ejn quelques heures afin de reprendre aux gens du « marché noir » l'argent qu'ils avaient gagné pendant que d'autres souffraient.

Seulement la France n'avait pas les moyens de mener une telle politique et même pas les moyens de fabriquer billets et pièces. M. Mendés France démissionnera, dommage pour la France, ce fût un épisode douloureux qui se répèra en 1958.

La France souffrira pendant 12 années du départ du Général qui ne voulait pas « être à la fois l'homme des grandes tempêtes et des basses combinaisons » (Max Gallo)

Combien il a été dommage, pour la France, que le régime des partis ait réapparu, avec ses combines, ses accords, ses désaccords et son éternel besoin d'aller demander aux autres ce qu'on n'a pas le courage de faire soi-même, il faudra attendre mai 1958 pour qu'enfin le bleu réapparaisse dans le ciel ▪

****Henri Fouquereau Secrétaire général du Forum Pour la France et du CNR présidé par Jacques MYARD***

La Ré industrialisation de la France

Par Jean-Pierre GERARD,

Depuis plus de 30 ans la France ce désindustrialise. Depuis plus de 30 ans, les élites économiques et politiques, clament à qui veut les entendre que cela n'a aucune importance, et que ce qui compte, c'est la conception, le design, la marque laissant à nos amis chinois le soin de fabriquer. N'ai-je pas entendu à plusieurs reprises, les ministres de l'industrie de droite, de gauche dire que sur un prix de 100, seulement 10 concernaient la fabrication. Malheureusement pour eux, et surtout pour les industriels, cette conception de la vie industrielle est complètement erronée. J'ai trop vécu personnellement au sein de la délégation générale à l'armement cette perte de savoir-faire, puis finalement cette perte du savoir, entraîner petit à petit la mort des organismes qui avaient pensé gagner beaucoup d'argent et qui en ont beaucoup gagné à court terme, mais dont la reconversion n'en a été que plus douloureuse. On a voulu trop longtemps ignorer totalement que la production est la seule vraie garante de toutes les autres facettes de l'activité économique et industrielle. Garante car elle seule permet de maintenir la savoir et le savoir faire. Garante car elle oblige à se raccorder au réel. La crise financière est là pour nous rappeler que tout ce qui est virtuel comme les circuits financiers dérapent beaucoup plus vite que nous ne le pensons et créent des dégâts très graves. Heureusement les temps changent. Mais le mal est fait. Toutes les entreprises qui pouvaient le faire ont délocalisé, et petit à petit toute la substance de toutes les entreprises qui l'ont fait, a quitté notre pays, mais aussi la qualification professionnelle et tout ce qui concerne la capacité à travailler et à vivre en commun. Il est vrai que depuis la disparition du Président Pompidou, toutes les décisions concernant la vie économique ont été faites contre l'industrie (peut-être pas totalement volontairement mais en tout cas très efficacement). Que vous preniez la législation sur le temps de travail, que vous preniez la fiscalité, que vous preniez la législation sur l'emploi, que vous preniez la législation sur l'environnement, toutes ces législations et réglementations faites « pour protéger les salariés, l'emploi, les ressources de l'État, l'environnement » ont finalement eu pour effet d'entraîner à l'extérieur toutes les entreprises dont la faculté d'adaptation à l'évolution économique était mise à mal par l'ensemble de ces législations et surtout en raisons de leurs contradictions et incohérences. À un moment ou au contraire il aurait fallu assouplir et permettre l'adaptation des entreprises, dans l'intérêt même de ceux qu'on voulait protéger, notre système politique n'a eu de cesse que de restreindre leur liberté. Bien sûr avec les meilleures intentions du monde, mais malheureusement comme dans toute décision économique il y a l'invité inattendu. Cet invité inattendu ou plutôt ces invités ont été le chômage, la baisse de l'activité économique française, la forte volatilité du salariat (avec le développement des services beaucoup plus volatiles) et in fine l'appauvrissement d'un très grand nombre de nos concitoyens.

Cette évolution se comprend d'ailleurs très bien. Si l'on regarde l'ensemble des activités économiques, on s'aperçoit que les législations qui les concernent ont été d'autant plus fortement assouplies qu'elles étaient plus volatiles. La législation des activités financières s'est considérablement assouplie sous la menace de voir Paris disparaître comme grande place financière. Il est vrai que le lobbying bancaire relayé par la Banque de France, la mondialisation ont beaucoup agi en ce sens. Existe-t-il un lobby industriel relayé au sein de l'état. Oui pour le CAC 40, non pour l'essentiel du tissu économique, ces PME qui font vivre pourtant presque 80% de la population salariée française.

Dans mon club des numéros un mondiaux français à l'exportation, où le nationalisme économique est souvent hors de proportion avec les contraintes d'un développement en France, bon nombre d'entreprises ont été obligés de délocaliser. Les entreprises du CAC 40 et leurs patrons français sont devenus progressivement apatrides. Mais dans leur grande majorité certaines de ces entreprises est été vendues à l'étranger tant il est plus facile de diriger une entreprise française lorsqu'on est étranger que français. Pour ceux de moins en moins nombreux malheureusement, ces entreprises commencent à reposer le problème différemment.

Il y a dans cet ensemble quelques lueurs d'espoir, d'entreprises qui n'estiment pas la cause perdue. Parmi celles-ci, la société Meccano, dont je voudrais vous expliquer rapidement comment elle a conçu le rapatriement de certaines de ses activités, et vous décrire également comment le groupe IMI que j'ai créé, a tenté de limiter les effets négatifs d'une législation paralysante. Comment Meccano s'y est pris C'est en 2010, que j'ai fait la connaissance de M.INGBERG, actuel président de la société Meccano. Tout à fait accidentellement, la caisse des dépôts et consignations, par l'intermédiaire de sa filiale CDC entreprises se trouvait être actionnaire à la fois de mon groupe IMI, et de la société Meccano. Cette société est plus que centenaire. C'est en 1898, que dans un petit atelier d'Angleterre, Franck Hornby commence à fabriquer pour ses enfants, les premières pièces du système par vis et écrous. Le développement industriel commence en 1907 après qu'un brevet eut été déposé en 1901. C'est très vite un succès international, Meccano implante deux sites de fabrication en France, qui se révèlent vite insuffisants. En 1930, une grande usine est construite à Bobigny. En 1951, elle produit plus de 500 000 boîtes. Une autre usine voit le jour à Calais en 1959. Toute la production est alors concentrée sur Calais. En 1985, Meccano est repris par Marc Rebibo, puis en 1989 par Dominique Duvauchelle et enfin par Renaissance Investissement qui consacre le renouveau de la domination de Meccano dans le domaine des jeux pour le petit ingénieur. Ainsi donc, pratiquement sur tout le siècle, avec des hauts et des bas la société Mécano s'est développée. Après être né en Angleterre, elle a trouvé un terrain particulièrement favorable en France où elle a employé, jusqu'à plus de 1000 personnes. À partir de 1995, les choses ont été plus difficiles. Avec l'apparition du plastique et plus récemment des nouvelles technologies, la société a eu beaucoup de mal à intégrer l'univers ludique, moins favorable aux jouets créatifs. Mais c'est surtout la mondialisation qui a créé de difficultés. Comme toutes les entreprises de jouets, la société a connu des jours heureux mais aussi de grandes difficultés. Il est intéressant de constater que Meccano n'a pu survivre que dans de petites structures. L'industrie du jouet est coutumière de fortes variations, mais l'image de la marque est telle que les jeux Meccano devaient former encore de nombreuses générations aux techniques de l'ingénieur. Meccano a fait l'objet d'un plan de cession totale en mai 2000 après des pertes importantes en 1999. La nouvelle direction se devra de relancer une activité qui, malgré les difficultés financières que connaît le jouet français, dispose d'une très bonne image de marque. Grosso modo la société fabrique deux millions de boîtes. 900 000 sont fabriqués en France, et 1 million 100 000 en Chine essentiellement pour les pays de la zone dollar fortement consommateurs de ces jouets qu'ils apprécient au plus haut point. En particulier l'Australie et d'Amérique du Sud. Malgré cela les dirigeants ont choisi délibérément de relocaliser sur le site de Calais. A cela deux raisons :

1. des évolutions macro-économiques moins défavorables en particulier avec la dépréciation de l'€qui est passé en quelques mois de 1,5, à 1,3$ pour un €, donnant immédiatement une capacité concurrentielle de 13,4% (l'équivalent d'une dévaluation de presque 14%), ce qui donnait une marge supplémentaire aux produits fabriqués en France et diminuait l'avantage des produits fabriqués en Chine.

2. Une évolution des coûts en Chine, des coûts de transports comprise entre 70 % sur les salaires et de plus du double pour les conditions de transport. Ajoutez à cela que la surveillance à 3000 km pose quand même de nombreux problèmes. La société a donc rapatrié en France, 200 000 boîtes. De toute façon qu'elle fabrique ou non ces boîtes et compte tenu de la rigidité du système social en France, les coûts seraient les mêmes. Il vaut donc mieux charger le plus complètement possible la partie de l'ensemble industriel la moins adaptable (la France) en réalisant l'adaptation dans un pays plus flexible pour l'utilisation de la main-d'œuvre. Ce raisonnement était valable dans les deux ou trois années précédentes, mais alors pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt. L'analyse montre à l'évidence qu'un faible changement dans les conditions macroéconomiques peut faire basculer la localisation des sites de productions.

Il est donc faux de croire que l'effort collectif serait surhumain, je crois au contraire qu'il ne serait pas très élevé. En revanche je crois que la méfiance est devenue telle qu'il faudra sans doute au moins une génération pour que les chefs d'entreprises puissent penser que les mentalités ont changé. L'aventure du bouclier fiscal est très illustratrice de cette méfiance, malheureusement entretenue par les annonces politiciennes. Le retour de capitaux nationaux dont nous aurions bien besoin ne se fera pas sans un minimum de respect des industriels.

Cela ressemble beaucoup à la manière dont j'ai abordé personnellement ce problème. De fait nous avons en France une organisation sociale permafrostée. Des coûts du travail extraordinairement élevés, un temps de travail beaucoup trop faible et surtout une inadaptation totale au changement. (À cet égard je voudrais signaler que beaucoup plus que les coûts de l'évolution, ce sont les délais d'adaptation, l'absence de volonté des salariés de modifier leurs conditions d'existence et d'adapter leurs conditions de vie aux nouveaux impératifs de la vie économique. Tout cela d'ailleurs sans remettre en cause ni la rémunération ni tous les autres éléments liés aux salaires mais en touchant uniquement à l'organisation générale.) Comme Meccano, mon groupe a été obligé pour des questions de coûts, et surtout pour ne pas être concurrencé sur nos propres métiers par d'autres entrants, de délocaliser en Chine une partie de ses productions. Nous avons toujours été très attentifs, à sauvegarder le cœur de métier, et surtout à ne pas donner les éléments qui auraient permis à nos fournisseurs de venir nous concurrencer comme ils avaient l'habitude de le faire. En outre ce nous avons été fantastiquement aidé par la loi suisse et le Swiss made. Les Suisses ont parfaitement compris qu'ils devaient protéger leur image de marque qui était un potentiel fantastique dans l'industrie du luxe. Cela nous a donc permis de maintenir en France une bonne partie de la production, surtout depuis quelques années ou pour des raisons que je vais expliquer maintenant, la fabrication en Europe redevient plus intéressante. Un certain nombre de raisons sont intervenus depuis environ trois ans, qui modifie considérablement la relation entre les industriels français et leurs sous-traitants chinois. Ces modifications sont de trois ordres :

1. Tout d'abord il est incontestable que la dévalorisation de l'euro au cours des dernières années où il est passé de 1,50 dollars à 1,30 a aidé considérablement nos entreprises. Sans y prêter attention, nous avons gagné comme un rien 14 % de compétitivité. Cela n'est pas suffisant au regard du différentiel de compétitivité, mais c'est déjà significatif.

2. La crise a également beaucoup frappé l'ensemble des entreprises chinoises et les entreprises de transport.

a. Beaucoup de conteneurs ont été détruits, nombre de bateaux ont été désarmés, et enfin le temps de transport a été augmenté de manière à obtenir des baisses de consommation de fioul. Non seulement le prix du transport a considérablement augmenté passant 1200 $ à 3000 $ et à bientôt 4000 pour un conteneur.

b. Par ailleurs le temps de transport a quasiment été doublé puisqu'il est passé de trois semaines à presque six semaines

Ces conditions qui sont plutôt d'ordre macro-économique ont joué un rôle certain, mais un certain nombre d'autres raisons plus micro-économiques sont intervenues. La plus importante d'entre elles concerne les coûts salariaux, et le comportement des ouvriers chinois. :

1. Depuis 2008, en Chine les coûts salariaux ont crû de manière absolument fantastique. 19 % en 2008,16 % en 2009, et 20 % depuis le début de 1010 dans les régions côtières. Certaines entreprises comme Honda, n'ont pas hésité à augmenter sur la seule année 2010 de 24 %. La compétitivité salariale s'érode donc petit à petit, même si les salaires restent à un niveau très bas, et si la durée du travail est particulièrement élevée.

2. Par ailleurs, comme tout le monde le sait, la quasi-totalité de l'industrie chinoise se trouve concentrée dans le grand arc qui va de Canton à Pékin en passant par Hong Kong, Shenzhen et Shanghai. Les ouvriers viennent pour l'essentiel de la partie centrale de la Chine et ils ne rentrent chez eux que durant les trois semaines du nouvel an chinois.

Ces conditions de vie sont particulièrement difficiles puisqu'ils ne voient leurs familles qu'une fois par an et qu'ils sont logés dans des dortoirs attenants à l'usine séparant hommes et femmes mêmes mariées.

Avec l'évolution économique, les ouvriers supportent de moins en moins ces conditions, et n'acceptent de les supporter que si le différentiel de salaires entre ce qu'ils trouvent chez eux (au centre de la Chine) et dans les entreprises industrielles est significatif et représente au moins 25 %. Inutile de dire qu'ils ne reviennent pas si le niveau de salaire reste constant. Enfin il y a un dernier groupe de raisons qui concernent l'environnement du fonctionnement de la production en Chine.

Je ne pense pas que ces modifications soient liées à l'amélioration du niveau de vie mais qu'elles sont principalement dues un refus du quasi esclavage dans lequel la population chinoise se trouvait il y a seulement 20 ans.

1. Les Chinois apprécient de moins en moins de travailler en usine, et quand ils en ont la possibilité, préfèrent travailler chez eux. L'absentéisme a cru de manière considérable engendrant une désorganisation de la production et un allongement des délais.

2. La notion de quantité minimum devient de plus en plus importante, alors que les fabrications en France demandent du juste à temps. On se trouve donc obligé d'acheter des quantités nettement supérieures aux besoins immédiats au moment même où les entreprises françaises sont amenées à réduire leurs délais de paiement en raison de la loi LME. Cela engendre une croissance du besoin en fonds de roulement et donc un besoin de financement supplémentaire.

3. Enfin gérer la qualité, surveiller ses fournisseurs pour qu'ils réalisent bien ce qui est demandé se relève toujours aussi difficile à 3000 km.

Comme on le constate, un certain nombre de conditions se trouvent réunies pour pouvoir assurer la ré industrialisation et la relocalisation des activités. Ces conditions sont malgré tout extrêmement fragiles, car si aujourd'hui la ré industrialisation apparaît réalisable dans certains cas, il faudrait peu de choses pour faire pencher la balance dans un sens plus défavorable à l'industrie française.

Que le dollar se déprécie de nouveaux, comme cela de fortes chances de passer avec le dernier plan de M. Obama, que les pays d'Europe continuent d'accepter le yo-yo infernal de l'euro par rapport aux autres monnaies du monde, que surtout l'organisation sociale continue d'être aussi défavorable à la prise de risque (insuffisance de la rentabilité des capitaux investis qui limite drastiquement le développement de l'activité industrielle), enfin il soit mis un terme à la judiciarisation permanente des emplois et de l'activité salariée.

De plus en plus, on constate effectivement que les salariés qui ont un emploi en entreprise ou au sein de l'État se considèrent comme propriétaire de cet emploi indépendamment du travail fourni. Ils trouvent en cela une oreille attentive auprès des juridictions prud'homales et de l'ensemble du système politique.

Heureux d'avoir trouvé un emploi, mais surpris de la masse des activités que nous avions à mener de front, un de mes cadres me fit avec humour la remarque suivante : je voulais trouver un emploi, mais pas du travail. Je n'ai pas poursuivi la conversation, et j'ose espérer (ce que je crois) qu'il s'agissait d'un trait d'humour.

Je ne suis pas du tout sur que pour un grand nombre de salariés des grandes entreprises, et pour les juges prud'homaux cette distinction soit évidente. Tant que nous n'aurons pas fait admettre et comprendre qu'il n'y a de l'emploi que s'il y a un travail à réaliser dans des conditions économiques acceptables, nous pourrons faire ce que nous voudrons, nous serons à la merci de ceux qui comme les Chinois tout aussi imaginatifs que nous, dans de nombreux domaines plus intelligents que nous, travaillent avec la volonté d'améliorer leur sort.

Je ne suis pas sûr que la culture d'assistanat généralisé que nous connaissons dans notre pays soit de nature à modifier nos comportements de manière suffisamment forte pour que nombre d'industries qui pourraient se relocaliser reviennent en France.

Il faudra beaucoup de temps pour que les chefs d'entreprise qui auront été échaudés par le comportement social collectif reviennent et fassent confiance à notre système politique et social. Les installations industrielles sont relativement stables.

C'est ce qui a amené bon nombre de responsables politiques à penser que l'augmentation de la fiscalité sur les entreprises, que la lente dérive des comportements collectifs vers une suspicion généralisée des comportements patronaux, n'avait aucun effet. Effectivement ces entreprises ne sont pas parties, ont payé les impôts correspondants, accepté la lente évolution de la société française vers le loisir, l'absence de responsabilités et la volonté du toujours plus. Une fois parties, et la décision est souvent difficile à prendre, ces entreprises industrielles mettront longtemps à revenir.

Raison de plus, pour aujourd'hui, profiter des circonstances un peu plus favorables, pour créer un vrai courant de retour, sans laisser croire (comme cela est régulièrement le cas en matière de fiscalité) que les législations moins négatives pourront être supprimées à peine promulguées. Les instabilités législatives et réglementaires, et les comportements négatifs de la société sont les ennemis de l'industrie beaucoup plus que les coûts. Comme toujours en économie, la sécurité de l'emploi est l'amie de quelques-uns et l'ennemie de tous. La hausse de la fiscalité est l'ennemie de la rentrée fiscale. Comme une bicyclette n'est stable que si elle avance, l'économie n'est stable que dans le mouvement. A avoir fossilisé tous les comportements économiques, le progrès social devra attendre des jours meilleurs et surtout des responsables politiques nouveaux. La ré industrialisation de la France se fera un jour, il n'appartient qu'à nous que ce soit dans les meilleurs délais.

***Jean-Pierre GERARD, Président du club des N°1 mondiaux français à l'exportation.Ancien membre du Conseil de la Politique Monétaire.**

Un 18 juin d'Appel à la Résistance linguistique dans les institutions de l'UE

Par Albert Salon,

Français, 2020 a été une année de Gaulle. Le 18 juin 2020, a été une journée d'Appel, par un communiqué de presse de 24 associations créant une sorte de *CNR*, de la **Résistance linguistique française**. Car la langue française, au cœur de la personnalité nationale, subit une occupation destructrice par l'ennemi de l'extérieur, et à l'intérieur par ceux que Michel Serres nommait : « les collabos de la pub et du fric ». Pour sa libération, les 24 associations ont créé un ***Haut Conseil international pour la Langue française et la Francophonie (HCILFF)***, d'abord sa section française. C'est un réseau informel de la société civile française. Plus de 100 hautes personnalités françaises le composent, représentant les diverses familles spirituelles de la France. Le *Haut Conseil* se voue à amplifier, auprès de dirigeants et media, l'action des associations qui l'ont porté.

Il s'agit de veiller ensemble à faire appliquer la Constitution par tous les acteurs français. D'abord son article 2 : « La langue de la République est le français », puis son article 87 du titre XIV, sur la participation de la France à la Communauté francophone, introduits respectivement en 1992 et 2008, grâce à l'association *Avenir de la Langue française (ALF),* par ses amis parlementaires.

La première action d'envergure du *HC français* a porté sur le problème brûlant et urgent du **statut post-Brexit** du français et des autres langues de l'Union. Il a demandé par lettre collective, ouverte, au Président de la République, d'empêcher l'UE de promouvoir l'anglo-américain au rang de « **langue commune** » de ses institutions, qui porterait un coup fatal au français en Europe, dans le monde, voire, à terme, en France même. Notre lettre ouverte a été, le 14/9/2020, adressée à l'Élysée, aux conseillers et ministres concernés, à parlementaires et media, y compris à l'*Académie du Gaullisme*. Avec une lettre de fort soutien de M. Hubert Védrine : tant à la création du *Haut Conseil* qu'à notre combat post-Brexit.

En 2017, nous, associations, avions accueilli avec intérêt les engagements forts du candidat de *la République en Marche* pour le français et la Francophonie. Le 20 mars 2018 encore, lorsque le Président présenta sa politique sous la Coupole, il reprit à la fois nos propositions, et notre projet, lancé dès 2001, d'« *Institut de la Francophonie* » à Villers-Cotterêts, actuellement en cours d'exécution.

Mais nous avons condamné les graves signaux contraires émis « en même temps » par le candidat (discours en anglais à l'université de Berlin), puis par le Président récidiviste. Aujourd'hui, il nous faut nous rappeler le Chef de l'État à son devoir sacré de promouvoir les intérêts fondamentaux de la France et de sa civilisation. Face au très grave danger de « langue commune » à Bruxelles.

Le Conseil de l'*UE* a toujours su adapter aux nouvelles entrées son règlement n°1 de 1958, charte des langues officielles et de travail. Le Brexit fragilisant le statut de l'anglais langue de travail, notre campagne associative fut lancée dès le 24 juin 2016 pour demander une adaptation, cette fois à une importante sortie. Or, les fédéralistes-atlantistes encore nombreux en Europe et en France ont levé un puissant mouvement pour, au contraire, maintenir l'anglo- américain.

Voire le promouvoir comme « langue commune » de fait. En invoquant sa domination conquise depuis 1973 grâce à l'opiniâtreté des entrants, et au laxisme persistant des anciens, dont la France. En osant même plaider qu'il devenait « langue neutre » dans l'*UE* sans Royaume-Uni : un commode et consensuel « volapük » ! Depuis la confirmation du Brexit, Mme U. von der Leyen et la Commission n'emploient plus guère que l'anglais, « hégémon » mondial, sans réaction officielle française. Par sa lettre du 14 septembre, le *Haut Conseil* demande qu'il y en ait une : le « **non de la France** ». En voici un *extrait peu modifié* **:**

« Monsieur le Président, c'est de la France qu'est attendue partout l'opposition à cette « langue commune », réduisant à une les 3 « de travail » de la charte n°1.

*Vous avez le pouvoir de refuser. Le moyen consiste à informer officiellement le Conseil de la **décision** de la France de tenir, **pour sa part,** compte du Brexit, en **:***

- ordonnant à ses administrations de ne plus travailler que sur des documents de l'UE traduits, et d'y répondre uniquement en français ;

*- demandant une **réunion du Conseil** pour conforter le règlement n°1, et fixer, selon la règle de l'unanimité, le statut post-Brexit des langues de travail.*

Monsieur le Président, votre position aura des effets considérables. Vous pouvez la hisser à la hauteur des grands « non » lancés au nom de la France : 1940 à la capitulation ; 1944 à l'AMGOT, 1966 à l'OTAN militaire (les trois fois par le Général), 2003 à G.W. Bush en Irak (par M. Chirac) ; 2005 à la « Constitution européenne », cette fois par le peuple lui-même.

*Monsieur le Président, à votre tour, vous tenez en vos mains le destin de la France. Pour le français, les cultures en Francophonie, et **pour l'Europe, vous seul pouvez dire « non »** aux menées impériales soutenues par des Français.*

*Monsieur le Président, empêchez cette promotion post-Brexit de l'anglais à Bruxelles **!** Elle serait un abandon d'intérêts fondamentaux, une **forfaiture** au regard des devoirs de tous les États membres d'affirmer leur langue nationale, d'abord notre français de dimension mondiale. Elle serait un « éco-crime » de l'Union contre l'Europe, la diversité des langues, contre la **civilisation**. »*

Notre mobilisation au niveau du *Haut Conseil* a, dès 2020, porté des fruits **:**

-démarches d'appui par une association de journalistes européens ; par des parlementaires, priés en outre de créer un inter-groupe Sénat-Assemblée ; volonté de M. Jacques Krabal, député et Secrétaire général parlementaire de *l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF* de l'*OIF)*) d'exiger un débat au **Parlement européen,** dont **trente** des 88 pays de l'*OIF* sont aussi membres ; -démarches d'appui par une association de journalistes européens ; par des parlementaires, priés en outre de créer un inter-groupe Sénat-Assemblée ; par des parlementaires, priés en outre de créer un inter-groupe Sénat-Assemblée ; volonté de M. Jacques Krabal, député et Secrétaire général parlementaire de *l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF* de l'*OIF)*) d'exiger un débat au **Parlement européen,** dont **trente** des 88 pays de l'*OIF* sont aussi membres ;

-forte brèche (enfin !) dans le mur de l'habituelle occultation par les grands media : cf. l'article de Louise Mushikiwabo (*OIF)* dans *Le Monde*, ceux de M. Feltin-Palas (*L'Express)* et de Jean Quatremer (*Libération)*, et du député LR Pierre-Yves Bournazel dans *Marianne*, dirigée par Natacha Polony, membre de notre *Académie de la Carpette anglaise et du Tapis rouge,* association qui fait partie du *HCILFF,* entretien à *TV5* avec le coordonnateur…

Nous espérons pouvoir féliciter M. Macron s'il ose ce « **Non de la France** ! ».

Sur ces bases, nous préparons aussi une action du *Haut Conseil ILFF,* de plusieurs associations de France et du dehors, en *Cour européenne de Justice*.

Chers lecteurs de « *18 juin* », nous vous serions très reconnaissants de votre mobilisation dans notre sens auprès de tous niveaux de décideurs et influenceurs.

Albert Salon,* ancien ambassadeur, président d'honneur d'*ALF,* fondateur du *Haut Conseil ILFF.

*Albert Salon, docteur d'Etat ès lettres (Sorbonne 1981, sur « l'Action culturelle de la France dans le monde »), ancien instituteur rural de classe unique, en 1954/55, conseiller culturel et chef de mission de coopération, directeur au ministère de la Coopération, puis ambassadeur de la France ; commandeur du Mérite national, officier du Mérite béninois, chevalier de la Légion d'Honneur, des Palmes académiques, des Arts et Lettres, et du Mérite allemand (**Bundesverdienstkreuz am Band**) ; président d'honneur d'Avenir de la langue française (ALF), président du Forum francophone international (FFI-France, qui a lancé en 2001 le projet Villers-Cotterêts), co-animateur de réseaux francophones internationaux, cofondateur en 2020 du Haut Conseil international de la langue française et de la Francophonie ; médaille Senghor de la Francophonie reçue en 2014 de M. Abdou Diouf, au siège de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), médaille d'or 2016 de la Société d'Encouragement au Progrès (SEP), reçue à l'École militaire. Directeur d'une émission régulière « le français en partage » dans une radio patriote indépendante ». Ouvrages : « Colas colo, Colas colère », éd. l'Harmattan, 2008 ; « Une volonté française », préface de Claude Hagège, éd. Glyphe, 2012), et alii*

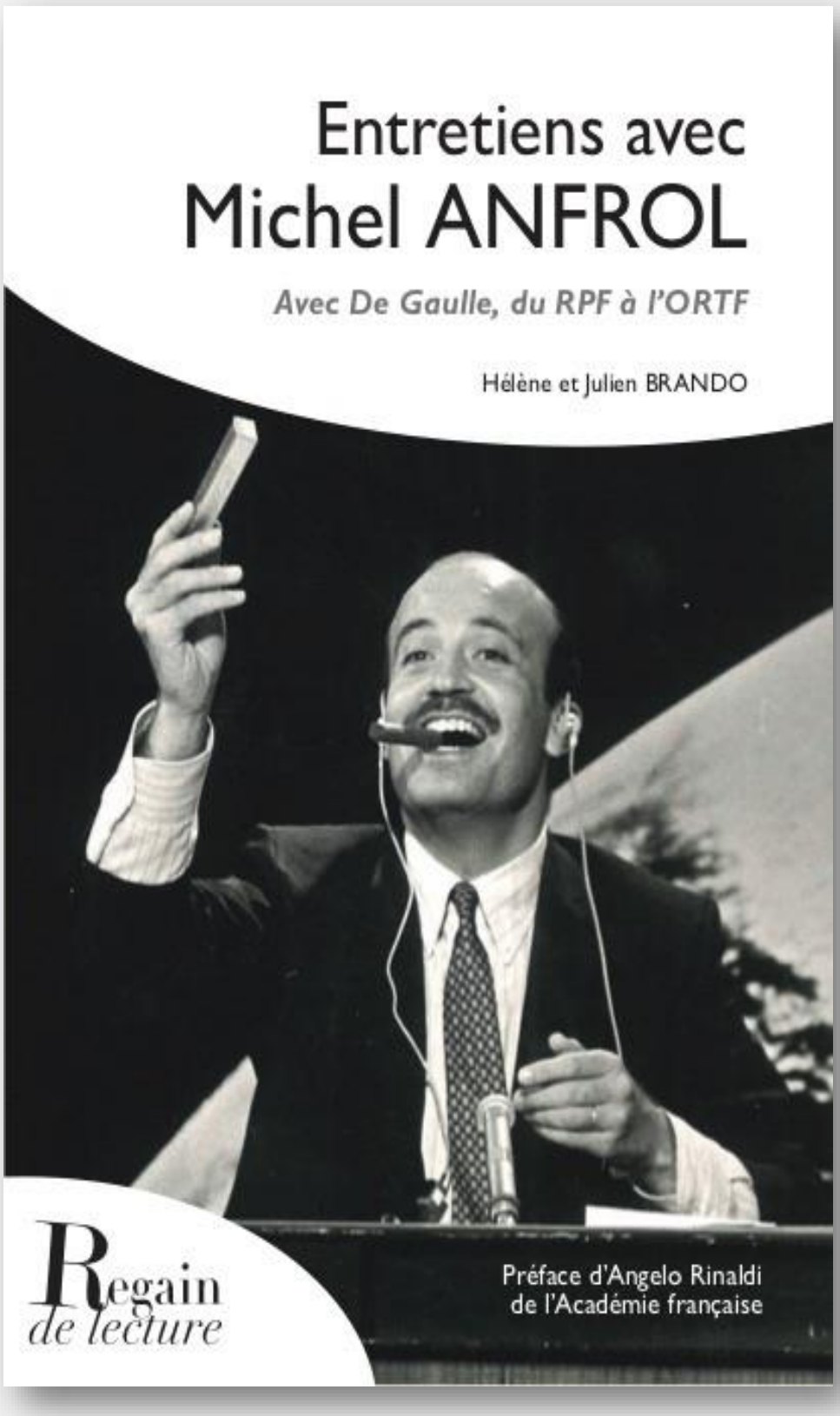
Retrouvez M I C H E L A N F R O L
dans un livre d'entretiens !

Retrouvez l'homme ! retrouvez le gaulliste !

Préface d'Angelo Rinaldi de l'Académie française, postace de Jean Tibéri.

Michel Anfrol a consacré sa vie à servir le général de Gaulle et le gaullisme.

Sa double vocation de journaliste et de gaulliste remonte à la guerre. Jeune parisien, il vit les heures inoubliables de la Libération et il voit, pour la première fois, le 26 août 1944, le Général de Gaulle qui descend les Champs Elysées. En 1950, A l'âge de 15 ans seulement, il rejoint le R.P.F dont il deviendra le dernier responsable de la branche étudiante. L'engagement de Michel Anfrol au service du gaullisme ne faiblira jamais, même s'il a parfois douté de la valeur et de la sincérité de certains de ses "compagnons de route" ; ces entretiens, d'une franchise absolue, en témoignent. Michel Anfrol a été, enfin, pendant vingt-cinq ans, jusqu'à sa mort survenue en mai 2019, le président des Amis de la Fondation Charles de Gaulle.



Journaliste scrupuleux et talentueux, il mène, parallèlement, une brillante carrière à la télévision, notamment en Argentine, sa patrie de cœur, ou comme correspondant aux Etats Unis. C'est lui qui annoncera, la gorge serrée, à la télévision, la démission de général de Gaulle, au soir du référendum perdu de 1969 mais Michel Anfrol est surtout connu pour avoir commenté, en direct, la même année, les premiers pas de l'homme sur la Lune.

Hélène Brando rencontra Michel Anfrol à la Fondation de Gaulle où elle allait régulièrement consulter les archives du RPF en vue d'une thèse d'histoire politique, soutenue depuis et promise à publication. Julien Brando, doctorant en philosophie, les rejoignit plus tard, poussé par la simple curiosité d'en savoir plus long sur le gaullisme. Ainsi naquit une amitié dont ce livre est le fruit.
Retrouvez vite Michel Anfrol !

Table des matières
Une enfance gaullienne
Le militantisme au sein du RPF
Le retour de De Gaulle
Des Républicains sociaux à l'UNR
Couvrir les événements d'Algérie
De Gaulle et le monde du journalisme
Journaliste et gaulliste au temps du général de Gaulle
L'épreuve de mai 1968 comme journaliste et comme gaulliste
Le choix de ne pas s'engager dans une carrière politique
Qui pour succéder au général de Gaulle ?
Être journaliste à l'ORTF
Un journaliste gaulliste correspondant aux USA
En Amérique latine
Les artistes gaullistes
La Fondation Charles-de-Gaulle et le gaullisme
Nombreuses illustrations

Pour vous procurez ce livre :

Commandez directement ce livre en suivant ce lien ou en vous rendant à notre librairie parisienne :
13, rue de l'école polytechnique 75005 M° Maubert
Ou commandez-le à votre libraire habituel en lui donnant la référence ISBN : 9782353919625, le prix est de 20 € hors frais de port.
Merci de transmettre cette information à votre entourage !

Le lien perdu entre l'énergie monétaire et l'énergie humaine

Par Marc DUGOIS,

Nous vivons dans un monde totalement irréaliste et magique façon Harry Potter, Star Trek ou Alice au pays des merveilles. Nous le pressentons tous sans avoir vraiment envie d'en prendre conscience tellement une prise de conscience nous ferait affronter une réalité qui nous fait peur. Si Harry Potter avait sa baguette et le quai 9 3/4, si Star Trek avait la télétransportation et Alice son miroir, nous avons nous aussi une énergie magique créatrice d'illusions et qui résout absolument tout : l'argent qui, pour la première fois dans toute l'histoire de l'humanité, n'est limité que par la décision changeante de quelques-uns. Tous les buts, même les plus aberrants, deviennent apparemment atteignables grâce à cette énergie non reconnue comme telle, et pourtant facilement illimitée, gratuite et omnipotente. Elle n'a officiellement plus de source, donc plus de limites, depuis seulement 50 ans. Nous nous divisons simplement, à en croire Yuval Noah Harari et Laurent Alexandre, entre les dieux qui y ont accès et les inutiles qui n'ont accès qu'aux miettes que les dieux leur abandonnent avec dédain et regret. On croirait vivre dans le monde des sorciers et des moldus ou dans la parabole du riche et de Lazare (Lc 16 :19).

Parallèlement à ce rêve envahissant qui devient angoissant, la réalité devient ringarde, dépassée, « ancien monde », inintéressante. Des peuples entiers font comme les ados qui se retournent dans leurs lits pour ne pas se réveiller et rester dans leurs rêves. La réalité devient subordonnée au rêve et aux fantasmes comme nous le voyons avec la théâtralisation d'un virus peu agressif et d'une élection américaine. Le classement des différents pouvoirs s'intervertit entre le premier et le second d'un côté, et les 3e et 4e de l'autre. Les médias ont pris le pouvoir depuis qu'ils appartiennent quasiment tous à ceux qui ont accès à l'énergie monétaire. Ces professionnels de la parole, ni filtrée par l'action ni épurée par la réflexion, ont pris le pouvoir avec la complicité des juges et des experts qui redéfinissent le bien avec des mots vides de sens mais coercitifs comme « état de droit » ou « urgence sanitaire ». Les pouvoirs législatif et exécutif se sont couchés devant les pouvoirs juridiques, médiatiques et pseudo-scientifiques de ceux que l'on déclare sachants. Une nouvelle définition du bien nous est imposée par une communication omniprésente et lancinante. Elle nous emmène vers un inconnu dont la cohérence n'existe que par la débauche d'argent que le pouvoir y consacre chaque jour davantage tellement demain en exige toujours plus qu'aujourd'hui. Cette réalité refusée en devient tout aussi angoissante que le rêve dans lequel nous essayons de nous réfugier.

Comment est-ce possible ? Comment en est-on arrivé là ? Que faut-il faire et qui le fera ?

Comment est-ce possible ?

Ce n'est pas une question que nous nous posons, pas plus que nous ne nous demandons comment marchent les baguettes magiques, la télétransportation ou le miroir d'Alice. Nous nous contentons d'écouter les médias en admirer l'efficacité et surtout d'en profiter. Comme les grenouilles qui se font cuire en ne s'apercevant pas de l'augmentation lente de la température, nous acceptons d'être violés par les juges, les experts, les journalistes et les politiques tout en trouvant que l'eau, au départ agréable, commence à être vraiment trop chaude. Heureusement pour eux et malheureusement pour nous, l'énergie monétaire nous insensibilise et nous paralyse. Elle vient à leur secours chaque fois que leurs culs-de-sac deviennent trop évidents. La débauche actuelle de l'énergie monétaire prétendument « débloquée » par le pouvoir, justifie à ses yeux le blocage ahurissant de l'énergie humaine qu'est le confinement. Le pouvoir n'y voit même plus l'étalage de sa bêtise et de son affolement.

Comment en est-on arrivé là ?

Ce viol collectif par ceux qui se sont agglomérés en élite auto proclamée a comme première raison l'oubli que **la vie n'est qu'une multitude d'échanges effectués par notre énergie**. Nous l'avons remplacé par la croyance très agréable mais stupide que nous somme des dieux capables de créer. Nous croyons créer un enfant alors que seule la patience d'une femme permet d'échanger un ovule et un spermatozoïde contre un bébé.

Nous croyons créer des richesses alors que nos productions ne se transforment en richesses que par l'échange que nous en faisons avec une autre richesse qu'est l'argent ou par l'espoir ou l'illusion que cet échange sera possible.

Fondé sur cet oubli nous avons cru créer notre baguette magique, notre télétransportation ou notre miroir d'Alice, en assemblant très intelligemment des concepts vidés de leur sens et remplis artificiellement de vide aussi bien dans la réflexion que dans la communication pour ne pas avoir à agir.

Dans la réflexion nous avons changé depuis deux siècles le sens de mots neutres pour en faire des solutions déjà acquises de problèmes soigneusement éludés. Le progrès qui n'est que le mouvement est devenu miraculeusement le bon mouvement. La république qui n'est que le problème de la vie en groupe, en est devenu miraculeusement la solution qui évite de regarder le problème puisqu'on a la solution. L'argent qui n'est qu'un accumulateur d'énergie humaine est devenu à lui tout seul, une énergie venant de nulle part et résolvant tout.

Dans la communication nous assistons à un feu d'artifice d'incompétence et de mauvaise foi difficilement démêlable, pour nous faire croire qu'un échange est une création. Des mots comme profit, bénéfice ou PIB sont là pour nous faire oublier l'échange et nous faire croire à la création. On en arrive à croire à la stupidité que les entreprises font du profit sans voir qu'il n'y a là qu'un échange avec un appauvrissement de même montant de leurs clients. L'énergie sous formes de travail et d'argent qu'a mis l'entreprise à produire n'est qu'échangée avec l'énergie qu'a mis le client pour trouver l'argent nécessaire à son achat. Mais on peut par incompétence ou mauvaise foi, négliger l'énergie humaine du client qu'il a transformé en énergie monétaire pour faire croire que les entreprises créent de la richesse. On peut encore, par ruse ou bêtise, distribuer par subventions ou prestations sociales l'argent à échanger avec les productions pour en faire des richesses. On néglige aussi l'énergie monétaire en parlant du PIB comme d'une création de richesse, alors qu'il n'est que l'addition de tous les échanges faits contre de l'argent, y compris les soins, les réparations, la prostitution et la vente de stupéfiants. Il est navrant d'entendre l'économiste Marc Touati sur Sud Radio ou le journaliste économique Eric de Riedmatten sur CNews dire apparemment de bonne foi « Le PIB est la richesse créée dans un pays ». Il est encore plus navrant de voir comment, en fabriquant de la monnaie sans retenue pour les acheter, on fait croire que des déchets et des encombrants se sont miraculeusement transformés en richesses. Est-ce de l'incompétence, de la rouerie ou un scandale délictueux ?

Pendant que nous vivons dans la croyance aux miracles, la réalité poursuit son œuvre. Comme l'argent, que nous le voulions ou non, n'est qu'un accumulateur d'énergie humaine, sa débauche exige une consommation d'énergie humaine équivalente, ce qui se fait naturellement par la montée réelle de tous les esclavages.

Comme aucune force visible n'accepte de se confronter à la contradiction fondamentale qui nie l'échange et qui veut globalement de plus en plus d'argent et de moins en moins de travail, toutes les forces en présence se contentent d'éclairer avec raison les incohérences des autres en dissimulant les siennes et en laissant monter les esclavages nourriciers qui sont ceux que nous voyons monter tous les jours en regardant ailleurs, l'esclavage dans le temps qu'est la dette, l'esclavage dans l'espace qu'est le mondialisme et les esclavages ici et maintenant que sont la paupérisation des classes moyennes, le chômage et l'immigration.

Que faut-il faire ?

Fondamentalement, remettre l'échange vrai au centre de toute organisation, avoir une monnaie accumulateur non trafiqué de l'énergie humaine et reconstruire naturellement une cohérence perdue sur ces deux bases.

A l'intérieur retrouver l'échange entre les citoyens et donc commencer par faire en sorte que chacun ait quelque chose à échanger.

Les entreprises, les artisans et les commerçants sont les seuls à échanger des productions contre de l'argent. Mais pour échanger un service contre de l'argent tout le monde peut s'y mettre y compris les chômeurs. Au lieu de flatter les électeurs par des subventions ou des prestations sociales qui ne sont que des habillages peu discrets de la corruption, **tous les maires de France pourraient voir comment rendre utile tous leurs administrés au chômage, et comment vérifier cette utilité afin que l'État puisse échanger ces nouvelles richesses contre un argent créé pour les reconnaître.**
A l'extérieur retrouver à l'international l'échange du pacte de La Havane que le sénat américain a bloqué après que ses représentants l'aient signé, pour que **le libre-échange devienne enfin un échange libre et non plus simplement la liberté honteuse de faire payer les autres** par des balances commerciales excédentaires qui sont la négation d'un échange même si on le déguise en « libre-échange ».
Pourquoi appeler protectionnisme le simple appel à la vérité de l'échange, si ce n'est pour embrouiller les esprits ? Pourquoi appeler concurrence ce qui n'est que renoncement devant la difficulté d'un échange vrai ?
L'échange étant complètement différent à l'intérieur et à l'extérieur, c'est l'observation des échanges différents qui définira au mieux l'espace qu'est l'intérieur par rapport à l'extérieur, ce que l'Histoire a appelé jusqu'à aujourd'hui pays, patrie ou nation.

Dans notre espace, retrouver le franc en veillant à ce qu'il ne puisse dépasser en quantité, l'énergie humaine préalablement dépensée à créer ce que nous voyons comme des richesses, et à ce que jamais une fabrication de fausse monnaie ne nous fasse croire que nous créons des richesses car cela attirerait à nouveau tous les perdus et tous les rusés de la Terre.
Qui le fera ?
Sûrement pas ceux qui oublient l'échange dans leur analyse comme Jean-Marc Jancovici qui regrette la consommation d'énergie fossile mais qui dit à ses étudiants « Du pognon, il y en a ! ». Il sera audible quand il aura intégré que seule la limitation de l'énergie monétaire à l'énergie humaine préalablement bien utilisée, nous forcera à inventer la limitation en effet nécessaire de notre consommation d'énergie fossile. Il parle de « Superman pour de vrai », ce qui n'existe pas même si nous vivons comme si nous l'étions.
Sûrement pas ceux qui refusent dogmatiquement que la monnaie est une énergie alors qu'ils s'agitent pour vendre leur pensée tellement ils ressentent le besoin vital de cette énergie.
Sûrement pas les tenants de la monnaie-dette, du mondialisme et du faux libre-échange qui ne sont que les nouveaux esclavagistes qui ne s'en rendent souvent même pas compte et qui préparent leur « grand renouvellement ».
Sûrement pas ceux qui croient à la monnaie-dette sans être partisan du mondialisme car il faut leur laisser le temps de réaliser combien ils sont contradictoires.
Sûrement pas les Politiques qui n'arrivent pas à penser sérieusement à autre chose qu'à leur réélection ou à leur pantouflage. Ils ont compris que l'énergie monétaire se décroche plus facilement dans les ors de la république que dans la dépense de leur énergie personnelle, et ils limitent leur énergie à y parvenir et à y rester.
Sûrement pas toutes les minorités de toutes sortes qui ne se font entendre que par l'énergie monétaire qu'on leur distribue gratuitement.
Sûrement pas les yacafaucons qui ont la solution universelle avant d'avoir posé le problème.
Sûrement pas les vieux comme Joe Biden dont on regarde surtout qui le remplacera à sa disparition physique ou mentale.
Il ne reste pas grand monde mais l'intelligence, le bon sens et la pression de la réalité fera forcément émerger dans les nouvelles générations celui ou ceux (regroupant ce que le français nous a toujours dit être aussi bien des hommes que des femmes) qui prendront enfin le taureau par les cornes en limitant la monnaie à l'énergie humaine déjà intelligemment dépensée, nous laissant devant un problème très difficile mais qui pourra enfin être résolu puisque la suppression de la fausse corne d'abondance nous aura forcé à revenir dans la réalité.

** Marc Dugois auteur L'inéluctable révolution : ne plus être les victimes consentantes des idéologies*

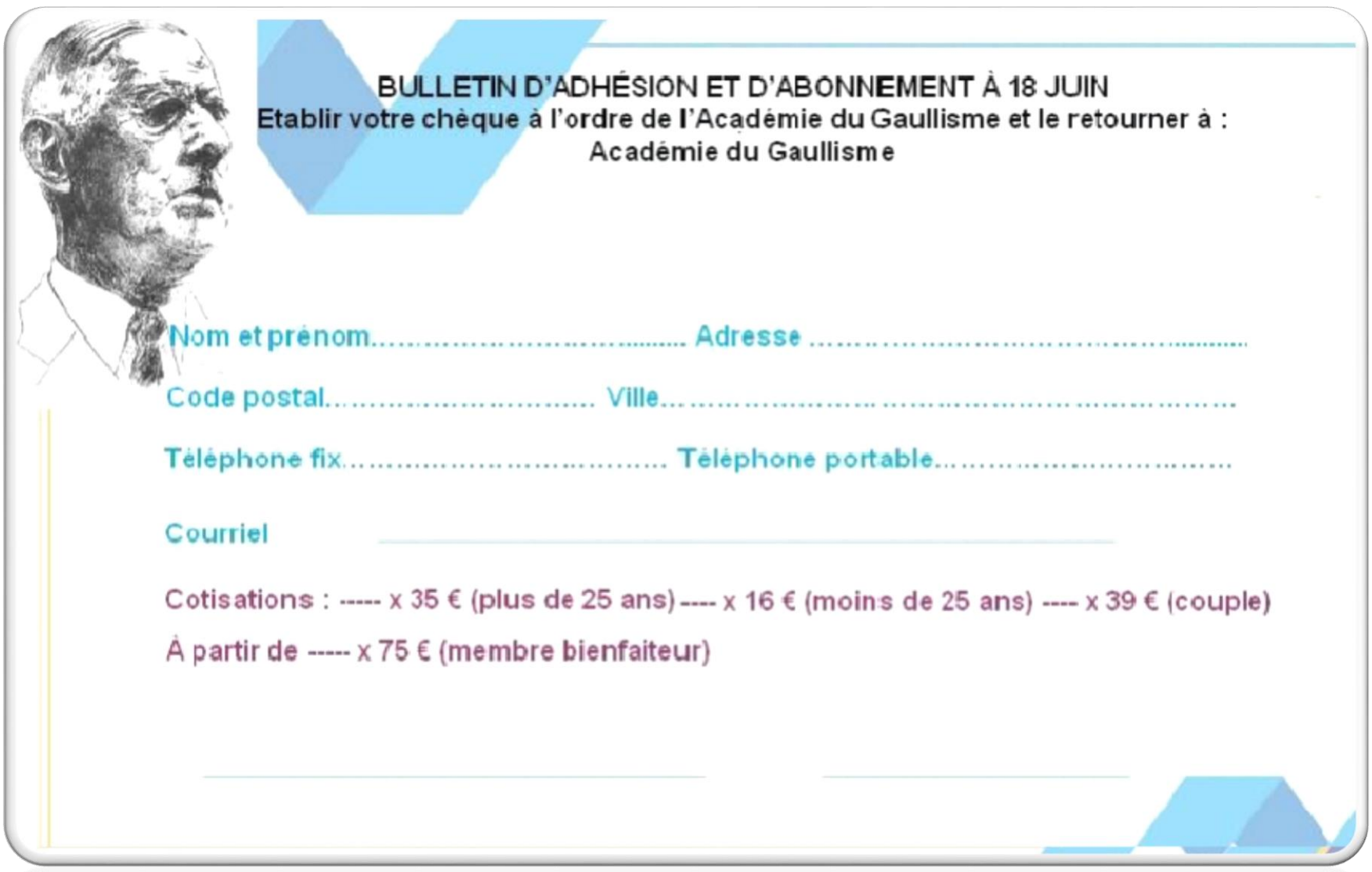
De Gaulle et la doctrine sociale de l'église

Par Sébastien Nantz,

« *Ni le vieux libéralisme, ni le comunisme écrasant, autre chose. Quelque chose de simple, de digne et de pratique qui est l'association. C'est une vieille idée française.* » Charles de Gaulle Mais d'où est issue cette idée qui habitait le général de Gaulle de vouloir associer le capital et le travail ? Comment est née la participation ? Le général -qui n'était pas un économiste- n'a rien inventé mais a su mettre en avant cette mesure qui révolutionne le monde du travail, issue de ses origines politiques "le christianisme social"

« Associer le capital et le travail » est en effet une vieille idée développée dans un premier temps dans l'encyclique Rerum Novarum du Pape Léon XIII voulant combattre la lutte des classes par la mise en place d'une 3ème voie sociale. C'est d'ailleurs à la base de cette idée que la démocratie chrétienne s'est fondée, reposant sur la doctrine sociale de l'église. Il est mportant de connaître les racines politiques de Charles de Gaulle pour comprendre l'acheminement de cette idée qui aujourd'hui forme l'un des 4 piliers du gaullisme. De Gaulle assiste notamment dans les années 30 à des réunions et colloques du mouvement catholique social « Jeune République » fondé et dirigé par Marc Sangnier prenant la suite du « Sillon ». Il s'abonne également à « Sept » hebdomadaire fondé en 1934 par les éditions dominicaines du Cerf qui se revendique de l'aile gauche de la démocratie chrétienne. Si le gaullisme et la démocratie chrétienne convergent sur la doctrine sociale, la convergeance entre ces 2 visions politiques s'arrête la. En effet le gaullisme défend la souveraineté nationale et l'indivisibilité de la République tandis que la démocratie chrétienne est partisane du fédéralisme. De Gaulle fait la promotion de cette idée de 3ème voie sociale pour la première fois durant la guerre mais l'expose publiquement lors de son voyage à St Etienne en 1948. Cette œuvre sera la principale mesure du programme économique du Rassemblement du Peuple Français. Cette œuvre inachevée du général de Gaulle reste pour beaucoup de gaullistes un cheval de bataille, une volonté clairement établie de mener à bien ce combat pour la dignité de l'homme.

*Sébastien Nantz Secrétaire général du Rassemblement du Peuple Français



BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN
Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :
Académie du Gaullisme

Nom et prénom..... Adresse .....

Code postal..... Ville.....

Téléphone fix..... Téléphone portable.....

Courriel

Cotisations : ----- x 35 € (plus de 25 ans) ---- x 16 € (moins de 25 ans) ---- x 39 € (couple)

À partir de ----- x 75 € (membre bienfaiteur)

Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :

Académie de Gaullisme, Madame Christine ALFARGE

12, Rue Rabelais 86130 JAUNAY- MARIGNY

Deux défis majeurs pour le nouveau président américain

PARTIE 1

Quelques compléments et précisions sur les résultats des élections, d'abord

Par, Paul KLOBOUKOFF

Le 4 novembre, les grands médias audiovisuels français ont pu sabrer le champagne. Ils avaient gagné les présidentielles américaines, avaient vaincu l'ignoble Donald Trump et porté au pouvoir Joe Biden, aussitôt devenu pour eux Joe star, et Kamala Harris, superstar.
Soucieux d'informer « correctement » le public, ils ont omis de nous rappeler que la veille les électeurs n'avaient pas seulement voté pour élire le président de la Fédération des Etats-Unis, mais aussi pour renouveler des sièges des deux chambres du Congrès, une partie des gouverneurs des Etats, de nombreux membres des assemblées législatives des Etats, ainsi que des autorités des exécutifs locaux. Or, si Biden a été élu et Trump battu, les résultats des autres élections sont pour le moins « mitigés ». A la Chambre des Représentants, les Démocrates, majoritaires, ont perdu 13 sièges [une première depuis 50 ans pour un parti gagnant la présidentielle] et les Républicains en ont gagnés autant. Au Sénat, les Démocrates ne sont pas assurés d'obtenir la majorité des sièges.

A la présidentielle, Biden a recueilli 80,1 millions (Mi) de votes, soit 51,1% des suffrages exprimés. 73,9 Mi d'électeurs ont voté pour Trump, ce qui représente 47,2% des suffrages. 1,7% des voix se sont portées sur d'autres candidats, dont 1,2% pour Jo Jorgensen, candidate du Parti Libertarien (1).

Sur les 435 sièges de la Chambre des Représentants, renouvelés tous les deux ans, les Démocrates en détenaient 235, et les Républicains, 200. Après les élections de novembre, les Démocrates comptent 222 sièges (confirmés) et les Républicains en compteront probablement 213, dont 8 sont à confirmer (dans les Etats où ils sont en tête).

Au Sénat, dont les 100 membres (deux par Etat) sont élus pour 6 ans et dont le tiers des sièges est renouvelé tous les deux ans, les Républicains détenaient 53 sièges, les Démocrates, 45, et les autres partis, 2. Avec la « vague bleue » attendue, les Démocrates espéraient prendre la majorité à la Chambre Haute. A ce jour, les résultats leur donnent 46 sièges, ainsi que 2 à leurs alliés les Indépendants. 50 sièges sont attribués aux Républicains. 2 sont encore en balance en Géorgie où pour être élu un candidat doit recueillir au moins 50% des suffrages, ce qui n'a pas été le cas pour les 2 sièges le 3 novembre. Pour un de ces sièges, le candidat Républicain est arrivé en tête avec 49,7% des votes, contre 47,9% au Démocrate. Pour l'autre siège, avec 32,9% des votes, le candidat Démocrate a devancé deux Républicains qui ont recueilli 25,9% et 20% des votes. Un second tour est prévu le 5 janvier 2021. Aussi le combat électoral fait rage en Géorgie et son issue est incertaine.

Si les Républicains restent majoritaires au Sénat, Joe Biden sera gêné aux entournures, car le Sénat américain dispose de pouvoirs conséquents. Toute législation fiscale doit être adoptée à la Chambre des Représentants, puis au Sénat à une majorité de 50 votes. Pour les actes non fiscaux, les membres du Sénat disposent d'un droit de blocage. Pour débloquer, il faut alors le vote de 60 membres. Les accords internationaux doivent être ratifiés par le Sénat. Aussi, tenir la promesse de rejoindre les accords de Paris sur le climat ne sera pas une simple formalité. Biden devra en faire accepter les termes par des sénateurs Républicains (et peut-être aussi des Démocrates).

On pourra alors s'attendre à ce que, comme ses prédécesseurs, le nouveau président fasse un usage extensif des « ordres exécutifs », notamment pour relancer l'économie, minée par la pandémie du coronavirus, et en matière de commerce international, domaine dans lequel Trump laisse un lourd héritage, dans un contexte de rivalité exacerbée avec la Chine au niveau mondial.

Au niveau des Etats, sur les 11 postes de gouverneurs qui étaient à renouveler, les Républicains en ont obtenu 8 (2). Au total le nombre de gouverneurs Républicains est ainsi de 27, contre 23 gouverneurs Démocrates. Les Républicains conservent aussi l'avance qu'ils avaient depuis 2010, avec 52% des 7 283 législateurs fédérés.

Le « Grand Old Party » contrôle 23 Etats. 11 sont « divisés » entre un pouvoir législatif Républicain et un gouverneur Démocrate, ou l'inverse (3). A ce niveau, les Républicains n'ont pas, non plus, perdu de terrain. Dialogue et persuasion de la part du pouvoir fédéral devront être des maîtres mots.

Deux défis majeurs

1 - Le premier défi de taille devant le tandem Biden-Harris est évidemment d'enrayer la pandémie du coronavirus, puis de la faire reculer rapidement. Les enjeux sanitaires, sociaux et économiques sont très lourds, Joe Biden a fait de la lutte contre le coronavirus une de ses armes fatales contre Trump. Il se trouve, de plus, que la situation est grave et préoccupante davantage dans des fiefs électoraux Démocrates, à commencer par le Midwest et la Côte nord-est américaine, surtout à New-York, que dans des vastes Etats Républicains moins densément peuplés. C'est ce que révèlent les cartographies de la pandémie et les données rassemblées et publiées quotidiennement par Google à la date du 9 novembre (voir encadré ci-après).
Ce jour là, le nombre total de cas dénombrés passait le seuil de 10 millions (Mi) et 238 023 décès étaient déplorés. Moins de 3 semaines plus tard, le nombre de cas enregistrés le 28 novembre frôlait les 200 000, le nombre total de cas était monté à 13,153 Mi, et celui des victimes à 267 724. Catastrophe, et urgence absolue pour Biden-Harris, donc. Sachant qu'aux Etats-Unis le président ne décide pas de tout en lieu et place des gouverneurs des Etats et de leurs appareils législatifs.

2 - Donald Trump n'a pas engagé en 2018 une « guerre commerciale » avec la Chine, qui fait encore trembler les économies de la planète, seulement pour limiter les importations chinoises et réduire le déficit des échanges avec le géant asiatique. Les progrès technologiques sont à la base du développement des économies et de l'évolution des rapports de puissance. Plus que ses prédécesseurs, Trump était apparemment contrarié par la captation déloyale des technologies, notamment par les contraintes imposées aux exportateurs et aux entreprises américaines (et des autres pays) investissant en Chine, ainsi que par l'espionnage industriel. En engageant une épreuve de force avec Pékin, il visait à faire changer d'attitude au président et au Parti Communiste chinois. Il semble qu'il était sur la bonne voie quand on regarde les termes de l'accord commercial « historique » signé entre le Etats-Unis et la Chine après deux années d'affrontements en janvier 2020 et les conditions de la levée des tarifs douaniers punitifs qui lui sont associées. Cet accord a été confirmé par les deux parties en août dernier. Trump a sans doute contribué à faire ouvrir les yeux aux gouvernants de nombreux pays qui préféraient les garder fermés, et sa détermination a commencé à faire tache d'huile.

Nous pouvons constater le déclin économique (relatif) du « monde occidental », y compris des Etats-Unis, avec la montée des pays dits émergents, et en premier lieu de la Chine, qui s'est lancée depuis deux décennies dans une longue course poursuite dans le but non dissimulé de parvenir à la suprématie mondiale.

Son PIB se rapproche très rapidement de celui des EU et, mesuré à parité de pouvoir d'achat, il l'a même dépassé en 2017, selon les données du FMI. Ralentir cette course reposant largement sur les échanges extérieurs, dont la Chine est tributaire, a été l'un des objectifs de Trump. Celui-ci a été atteint temporairement en 2019, après une année de guerre commerciale et avant la propagation du coronavirus, non sans d'importants dégâts collatéraux aux Etats-Unis et chez leurs alliés.

Depuis 2013, avec son projet pharaonique des « Nouvelles Routes de la Soie », en particulier, la Chine tisse une vaste toile d'araignée de relations commerciales, économiques et financières, ponctuées par des accords bi et multilatéraux. Cette toile aux dimensions illimitées, s'étend à l'Asie centrale jusqu'à l'Europe, à l'Asie-Pacifique, à l'Amérique latine, à l'Afrique… En novembre 2020, la Chine est passée à une vitesse supérieure en annonçant la création, avec 15 pays d'Asie-Pacifique, dont les 10 pays de l'ASEAN et 3 alliés des EU (le Japon, la Corée du Sud et l'Australie) de la plus grande zone de libre-échange de la planète. Tandis que les EU avaient tenté de vassaliser les Amériques et l'Europe, la Chine est en train d'asservir l'Asie, de coloniser l'Afrique et d'avancer vers l'Europe. Non sans inquiéter ses partenaires, avec lesquels les rapports sont déséquilibrés, sa grande voisine, l'Inde, et la Russie.

Dans la rivalité au sommet, le contraste est saisissant entre cet expansionnisme multilatéraliste de la Chine et le repli-sur soi protectionniste des EU décidé par le président Trump.

Il appartient au nouveau gouvernement Biden de redéfinir et de mettre en œuvre une nouvelle stratégie internationale. Sera-t-elle différente de celle de Trump ? Les rapports avec la Chine vont-ils se détendre, se réchauffer, comme l'espèrent de nombreux états et d'entreprises, les places financières l'ayant déjà anticipé. Biden devra pour cela faire oublier ou digérer aux intéressés sa surenchère contre la Chine pendant la campagne électorale. Il avait traité le président Xi Jinping de « *voyou* ». « *C'est un type qui n'a pas le moindre ossement de démocratie dans son squelette* », avait-il déclaré (4). Un bon point de départ pour prendre le relais de Trump !

Sans aborder les questions militaires et de défense, dont l'importance n'échappe à personne (ou presque), les sujets ci-dessus font l'objet de la Partie 2, à venir, de cet article.

Une première urgence : terrasser le coronavirus

La croissance du PIB des Etats-Unis (EU) avait été de + 2,2% en 2019. Le coronavirus a provoqué un recul estimé à - 4,3% en 2020. Il a porté un coup d'arrêt à nombre d'activités, a fait remonter le chômage et aggravé le déficit public américain en même temps que le déficit fédéral, réduisant les ressources mobilisables pour faire face aux besoins et répondre aux priorités du nouveau gouvernement fédéral, ainsi qu'à ceux des Etats. La première urgence est, précisément, d'enrayer la propagation de la pandémie, d'en réduire les nombres de « cas » de contaminations et des victimes. Il y a fort à faire. Mais, d'un état à l'autre, les situations sont très inégales.

Coronavirus : une situation différenciée entre les Etats au 9 novembre 2020

Après un second pic quotidien de plus de 75 000 cas le 16 juillet suivi d'une accalmie qui a vu descendre le nombre quotidien de cas à 30 000 le 6 septembre, un nouvel envol a porté ce nombre de cas jusqu'à près de 140 000 le 10 novembre. Les cartes de Google de ce jour décrivant les cas recensés les 14 derniers jours montrent les plus fortes concentrations de cas dans la partie orientale du Midwest (Michigan, Wisconsin, Illinois, Iowa, Ohio, Missouri…) au sud des grands lacs, ainsi que dans la partie nord de la côte est (New-Hampshire, Connecticut, New-Jersey…).

Depuis le début de la pandémie, à des degrés divers, tous les états de l'Union ont été touchés. Au 9 novembre, le nombre total de cas rapportés a passé le « cap » des 10 millions (Mi) et celui des décès a atteint 238 000. Attribuant ces dégâts au refus de Donald Trump de reconnaître la gravité de la situation, de recommander le port du masque et de montrer l'exemple, « nos » médias n'ont pas manqué de souligner que les Etats-Unis battaient de funestes records mondiaux. Rapportés à leur population de 335 Mi habitants (en 2019), ces chiffres, sont de 30 000 cas par million d'habitants (Mi h) et 710 décès par Mi h. Or, aux EU, les rôles du gouvernement fédéral et du président sont très différents de ceux des gouvernants de la France. Rien ne leur interdit de formuler des recommandations ou d'apporter des appuis à des Etats qui les solliciteraient, mais les décisions et les mises en œuvre des actions relèvent des gouvernements des Etats et des autorités locales.

La situation sanitaire est la plus grave dans l'Etat de New-York, bastion Démocrate hébergeant 19,5 Mi h. Si le nombre de cas, 553 784, y apparaît relativement [et anormalement ?] limité, celui des décès est vertigineux, 33 314, soit 1 713 décès par Mi h. Parmi la quinzaine d'Etats les plus peuplés (5), l'Illinois, 12,7 Mi h, la Géorgie, 10,6 Mi h, le Michigan, 10,0 Mi h, et l'Arizona, 7,3 Mi h, sont d'autres points noirs gouvernés par des Démocrates où le nombre de décès frôle les 800 par Mi h ou dépasse ce « seuil ».

La Floride, 21,5 Mi h, a aussi enregistré près de 800 décès par Mi h… et est, cependant, restée Républicaine.

Au Texas, Etat Républicain emblématique de 29 Mi h sur un territoire de 696 000 Km², 1 million de cas ont été décomptés avec 19 256 décès, soit 664 décès par Mi h. C'est nettement plus que dans l'Ohio, autre grand Etat de 11,7 Mi h resté Républicain, où le nombre cumulé de décès par Mi h était de 472 le 9 novembre (6).

Du côté Démocrate, la médaille du mérite revient à l'Etat le plus peuplé des EU, la Californie et ses 39,5 Mi h. Si le nombre de cas y avoisinait 980 000, n'y étaient comptés « que » 455 décès par Mi h. Dans d'autres Etats moins peuplés, tels la Caroline-du-Nord, 10,5 Mi h, le Wisconsin, 5,8 Mi h, et le Colorado, 5,8 Mi h, moins de 450 décès par Mi h ont été décomptés. Des « restrictions » sont réapparues dans certains Etats. A New-York, le gouverneur vient de décider que les bars et les restaurants autorisés à vendre de l'alcool doivent fermer à 22 h. Rien à voir, donc, avec le confinement de trois mois, de mars à juin, imposé à la cité… qui avait laissé 4 000 entreprises définitivement sur le carreau, selon Bloomberg. Comme dans quelques autres villes, à Chicago, la maire a appelé les habitants à rester chez eux, sauf pour les déplacements essentiels (dont le travail et l'école). Mais les appels de ce type ne foisonnent pas.

Dans cette mosaïque, les Etats les plus touchés, notamment parmi les plus peuplés, portent plus souvent les couleurs Démocrates que Républicaines. S'il ne veut pas décevoir son propre camp, Joe Biden devra vite se montrer plus « efficace » que Donald Trump l'a été. Les « Midterms » (élections à mi-mandat) ne sont qu'à deux ans d'ici.

Dans son discours de victoire, Biden avait déjà promis la création d'une « *cellule de crise* » composée de scientifiques et d'experts qui sera chargée de préparer un « *plan qui entrera en vigueur dès le 20 janvier 2021* », jour de son investiture (7). Contrairement à Trump, il a l'intention d'encourager les gouverneurs et les autorités locales à rendre le port du masque obligatoire. Le duo Biden-Harris a également assuré qu'il mettra en place « *un fonds renouvelable pour les gouvernements des Etats et les collectivités locales afin de contribuer à prévenir les insuffisances budgétaires, qui pourraient amener les Etats à faire face à des coupes importantes au niveau des enseignants et des premiers intervenants* ». Il n'a cependant pas parlé de confinement.

Et dans lutte contre le coronavirus, Joe Biden ne peut user des mêmes armes « lourdes » que les dirigeants français, européens ou des pays d'Asie. Heureusement, les succès annoncés des recherches sur les vaccins apportent, comme ailleurs dans le monde, une lueur d'espoir. Encore faut-il que le moment venu les services médicaux des Etats soient en mesure de proposer le vaccin, que les Américains acceptent de se faire vacciner et que cela soit gratuit ou ne leur coûte pas trop cher. Bon courage !

**Paul KLOBOUKOFF auteur: Rénover la gouvernance économique et sociale de la France.*

Sources et références

(1) Etats-Unis : les résultats des élections en direct I Le Devoir ledevoir.com/documents/special/2020-11-03-resultats… mis-à-jour le 27/11/2020
(2) Etats-Unis : malgré Biden, des législatives peu favorables aux démocrates contrepoint.org/2020/11/10/384018-etats-unis…
+ Elections US : ce sont les Républicains qui ont gagné les élections contrepoints.org/2020/11/19/384814-elections…
(3) Après la défaite de Donald Trump, que va devenir le Parti Républicain contrepoints.org/2020/11/12/384154-apres- la-def…
(4) Elections américaines. La Chine adresse ses félicitations à Joe Biden oust-france/monde/etats-unis/elections… le 13/11 2020
(5) Population Data.net populationdata.net/pays/etats-unis/divisions-administratives le 09/11/2020
(6) Nombre de décès du coronavirus aux Etats-Unis aujourd'hui google.com/search?client… le 09/11/2020
(7) Ce que Biden et Harris prévoient contre le Covid (c'est tout l'inverse de Trump) huffingtonpost.fr/entry/covid-19-biden-et-harris… le 08/11/2020